

L'autre regard sur la Corse

#154 - JUILLET 2012 - 4,50 €

# corsica

RETOUR  
DES NUITS BLEUES

# LE FLNC S'EXPLIQUE ET MENACE

INTERVIEW  
EXCLUSIVE

RAZZIA SUR LE LITTORAL CORSE

TENTATIVE D'ASSASSINAT : LA « CIBLE » TÉMOIGNE

CORSICA LIBERA : LE TEMPS DES RUPTURES

R 99610 - 0154 - F: 4.50€



Eric Dubois, chercheur à Paris 1, a mené une étude sur la violence politique en Corse. Il nous livre ses impressions sur les derniers événements. Par Gilles Millet/Photo : DR

# Economie et violence politique

**Alors que certains, notamment les policiers, estimaient que le nationalisme armé était en voie de déclin en Corse, on s'aperçoit qu'il n'en est rien. Pour preuve, la récente « nuit bleue » des 10 et 11 mai derniers. Qu'en pensez-vous ?**

Effectivement, c'est une pratique qui avait quasiment disparu. Ainsi, dans les années 90, on a pu compter jusqu'à 8 « nuits bleues », un chiffre qui était tombé à 2 dans les années 2000, cela sans doute pour des raisons pratiques, voire de sécurité. Ce renouveau est donc assez surprenant.

**Comment expliquez-vous cela ?**

Les « nuits bleues » ont des origines très diverses. Elles peuvent marquer, entre autres, soit un anniversaire, soit le soutien des groupes militaires à des conflits sociaux, soit l'apparition d'un nouveau groupe. Mais, aujourd'hui, il est difficile de savoir exactement à quoi cela correspond exactement. D'autant que le mouvement clandestin est en recomposition depuis plusieurs années et, même si une revendication publique a été faite, il est difficile de savoir si l'on a affaire à un FLNC vraiment unifié.

**Quelle sont, selon vous, les différentes périodes qui marquent le FLNC depuis 1976, date de sa création ?**

Dans mes études, pour des raisons pratiques, je me suis spécifiquement intéressé aux années 90 puisque, à l'époque, les clandestins avaient une bien meilleure communication. Il était facile de faire le lien entre, d'un côté, les actions, et de l'autre les revendications. Maintenant c'est beaucoup plus dur puisqu'il y a moins de communiqués et qu'il est parfois difficile de faire le lien entre une action qui a été commise plu-



**« Il semble qu'il y ait une réorientation des cibles qui correspond sans doute aux nouvelles campagnes qui concernent le foncier et l'immobilier. »**

sieurs mois avant et son éventuelle revendication. Par exemple, dans les années 90, le délai moyen entre l'action et la revendication était de douze jours, alors que dans les années 2000 on passe à un délai moyen de cinquante-cinq jours. On a à faire avec des revendications beaucoup plus tardives. Tout cela s'explique sans doute par des problèmes de sécurité et de communication entre les groupes.

**Et comment expliquez-vous cette persistance de l'action clandestine dans une région française ?**

Il existe une revendication historique qui date de plusieurs siècles et a pris des formes politiques et institutionnelles. À cela s'ajoutent des déterminants conjoncturels dont le principal est la situation économique.

**Cela est-il toujours déterminant ?**

Dans les années 90, j'avais pu faire le lien entre le nombre d'actions violentes et l'évolution du chômage. Même si, dans les années 90, on a pu assister à une baisse des actions qui pouvait correspondre à une amélioration de la situation économique en Corse. On a actuellement une amélioration, mais elle est doublée d'une dégradation, liée, elle, à la conjoncture mondiale. Et donc une résurgence de la violence. Mais il faudrait pouvoir l'étudier de manière plus scientifique en ce qui concerne la période récente.

**Cette résurgence ne peut-elle pas être liée au sentiment des Corses de se voir déposséder de leur foncier et de leur immobilier ?**

Si cette revendication existait déjà dans les années 90, elle n'avait pas la même

## LE RAPPORT D'ÉRIC DUBOIS (EXTRAITS)

Le 11 juin Eric Dubois a présenté son rapport sur « la violence politique en Corse » (de 90 à 99) à l'Université de Corse. En voici quelques extraits.

Selon la base ITERATE, sur la période 1968-1991, la France occupe le deuxième rang sur 127 pays. De même, selon la base du Département d'Etat américain, sur la période 1986-2002, la France est le 10ème pays le plus touché sur 96 et c'est le pays riche le plus touché. Par ailleurs, les études sur la violence politique en Corse sont rares et donc, par conséquent, elle reste mal connue(...).

Afin de constituer notre base de données, nous avons consulté le quotidien Corse-Matin. Le dépouillement de près de 6400 journaux a été nécessaire sur une période allant du 1er septembre 1990 au 30 juin 2008. Au final, nous nous concentrons dans notre article sur la période allant de janvier 1991 à décembre 1999. Deux raisons principales justifient ce choix. Premièrement, cette période correspond à la période d'existence du groupe clandestin le plus violent qu'ait connu la Corse, le FLNC Canal historique. Selon notre base, le FLNC Canal historique aura commis durant l'ensemble de sa période d'existence 707 attentats, soit deux fois plus que tous les autres groupes clandestins réunis (343). Le deuxième groupe le plus actif, Resistenza, en a commis cinq fois moins que lui (139).

Ainsi, le délai moyen entre l'action et la revendication, qui était de 12 jours pour la période 1991-1999, est passé à 55 jours pour la période 2000-2007. Malgré cela, sur la période 1991-1999, des actions revendiquées sont restées non identifiées, mais elles sont très peu nombreuses (42). Le ratio "actions revendiquées restant non identifiées sur actions revendiquées identifiées" est en effet de seulement 4,0%. A titre de comparaison, sur la période 2000-2007, il est de 39,7%. (...) Il est à noter que les actions violentes sont multiformes : assassinats, bombes, jets de grenade, tirs de roquette, voitures piégées, mitraillages mais aussi conférences de presse clandestines et apparitions publiques (discours, honneurs rendus lors d'obsèques, distributions de tracts). On voit clairement que, de par leur nature, on ne peut pas additionner toutes ces actions. Nous avons choisi de retenir comme actions violentes les attentats et tentatives d'attentat au sens large : bombes, jets de grenade, tirs de roquette, voitures piégées et mitraillages. La répartition est la suivante : bombes : 970, mitraillages : 51 ; jets de grenade : 8 ; tirs de roquette : 8 ; voitures piégées : 7 ; incendies : 5 ; et autre : 1 pour un total de 1050 actions (...)



importance. Elle s'est visiblement renforcée à la fin des années 90 et au début des années 2000.

### Les clandestins eux-mêmes ont-ils changé de nature ?

Difficile à dire. Je note comme tout le monde une vacuité idéologique plus importante. Mais je n'ai pas travaillé sur ce problème.

### En Irlande, au Pays basque, où la violence a atteint des niveaux nettement supérieurs à ceux constatés en Corse, on est arrivé à des solutions négociées. Pourquoi pas ici ?

Le niveau de la violence politique en Corse fait que la France est l'un des pays riches, au monde, le plus touché par la violence politique. Ce qui paraît difficile à croire, mais apparaît clairement lorsque l'on examine les chiffres.

### Faite-vous une liaison entre cette violence politique et la violence criminelle encore plus importante en Corse ?

On peut toujours faire un lien au travers de la conjoncture économique. On a à la fois une conjoncture économique qui peut amener plus de violence politique, mais aussi, dans un climat dégradé, entraîner des règlements de comptes dans le milieu. Il existe effectivement une cause commune aux deux phénomènes. Sans pour autant qu'ils soient imbriqués, même si cela peut arriver.

### Qu'est ce qui vous a frappé lorsque vous avez mené des études sur la violence politique en Corse ?

La prédominance économique dans le problème, je m'y attendais. Par contre, j'ai été surpris par l'absence d'impact

de la répression. Je m'attendais à ce que la répression diminue la violence politique, et ce n'est absolument pas le cas. Dans les années 2000, où l'on a eu moins de violence, on a mis cela sur le compte d'une répression plus importante, je ne suis pas sûr que cela soit le cas. J'ai également été surpris par le manque de surenchère politique entre groupes clandestins. Il existe des périodes de grande activité parfois suivies de trêves, mais les éventuelles concurrences n'apparaissent pas.

### Et que pensez-vous du changement de nature des cibles qui, auparavant, étaient plus institutionnelles et maintenant paraissent, avec les nombreux attentats visant les résidences secondaires, plus privées ?

Effectivement. Il semble qu'il y ait une réorientation des cibles qui correspond sans doute aux nouvelles campagnes qui concernent le foncier et l'immobilier. Mais on peut penser que l'on s'attaque à des villas parce que ce sont des cibles plus faciles parce qu'isolées. D'autant que la plupart du temps, ces villas ne sont pas occupées. Et les opérations commandos, les mitraillages de gendarmerie ou de mairie, tout cela semble disparaître. Il existe un recentrage sur les opérations purement explosives. De même qu'il n'existe quasiment plus d'actions commises sur le continent. Dans les années 90, 10 % des opérations étaient menées sur le continent. Ce n'est plus le cas. Par ailleurs, il semble qu'il y ait beaucoup moins de groupes actifs. Dans les années 90 il y en avait au moins 25, c'est loin d'être le cas maintenant où, à mon avis, il en reste deux ou trois. ■